



**UNION
POUR LA DÉMOCRATIE
ET LE PROGRÈS SOCIAL**

[\[Page principale\]](#) [\[Statuts et Projet de Société\]](#) [\[Home page\]](#)

Projet de Société

Ce document n'est pas encore disponible en Anglais.

Sorry, this document is not yet available in English.

Note: ce document est complet. Des fautes de saisie seront progressivement corrigées.

Note: this document is complete. Typos in editing it will be progressively corrected.

LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

HOMMAGE AUX VAILLANTS FONDATEURS DE L' UDPS

Vaillants combattants,

Par votre action au parlement, par votre lettre ouverte et par la création de L' UDPS, vous avez tourné la page de la honte et de l' humiliation imposée au peuple congolais depuis 1965. Unanime, le peuple congolais ne peut que rendre hommage au courage politique et au sens du patriotisme dont vous avez fait

preuve.

Votre combat, de l'intérieur, pour la défense du peuple congolais, victime de l'oppression politique et de l'exploitation économique, a levé le défi du dictateur qui prétendait que l'opposition ne se manifesterait jamais à l'intérieur du territoire national.

Symboles vivants de la lutte de notre peuple, votre mérite exceptionnel est d'être devenus la conscience de tout un peuple, d'avoir dit si bien et à haute voix ce que beaucoup murmuraient tout bas, d'avoir sorti le pays d'une longue nuit politique. C'est enfin de nous avoir donné une belle leçon de courage, de dignité et de grandeur d'âme.

Nous ne manquerons pas de garder le souvenir de votre courage politique, de votre grandeur d'âme, ainsi que de l'injustice et de la violence qui vous ont été faites.

Vous avez enduré des souffrances morales et physiques, vous avez sacrifié vos biens et vos familles pour sauver votre peuple. Mais ces sacrifices ne sont-ils pas à la hauteur de la noble cause que vous avez choisie de défendre?

Vaillants combattants, devenus les dépositaires des aspirations du peuple congolais, vous entrez dans l'histoire par la grande porte.

Tenez bon, L' UDPS vaincra !

TITRE I: L' IDEOLOGIE

LE PARTI

L' Union pour la Démocratie et le progrès social (UDPS) est un parti démocratique et national. À ce titre, elle est ouverte aux citoyens de toutes les catégories sociales, sans distinction de sexe, de croyance ou de tribu.

LA NON-VIOLENCE

Partisane de la non-violence, l' UDPS proclame sa foi dans la déclaration universelle des droits de l' homme qu' elle s' engage à appliquer, à promouvoir et à défendre par tous les moyens.

LA TOLÉRANCE

L' UDPS entend engager ses membres à militer pour un consensus dicté par la nécessité d' une coexistence pacifique entre les différentes formations politiques quelles que soient leurs idéologies, en vue de promouvoir les règles du jeu démocratique.

LE PRAGMATISME

L' UDPS s' oppose au dogmatisme et, par conséquent, à la politique du tout ou rien. Elle entend concilier les principes qui sont les siens avec les données politiques objectives.

LA DÉMOCRATIE

L' UDPS proclame sa foi et sa fidélité dans la démocratie et s' engage à la défendre et à l' appliquer dans tous les domaines économique, politique, social et culturel. Elle considère que le dialogue et la tolérance sont les attributs indispensables de l' exercice de cette démocratie. Sur le plan politique, l' UDPS engage ses militants à soutenir et à défendre une démocratie pluraliste afin de promouvoir des structures favorables à l' épanouissement de l' Homme et à la participation de la population au gouvernement de la cité.

LE POUVOIR

Le pouvoir émanant du peuple et nul ne pouvant le prendre et prétendre l' exercer sans recourir préalablement à lui, l' UDPS condamne toute confiscation de pouvoir. L' UDPS veut promouvoir la participation du peuple souverain au pouvoir qu' il délègue, la garantie des libertés fondamentales et le pluralisme politique et syndical afin de garantir une gestion saine de la chose publique et d' assurer un contrôle efficace de l' exercice du pouvoir. L' UDPS adhère au principe de séparation et de collaboration des pouvoirs. Cette séparation des pouvoirs est la seule voie susceptible de promouvoir des pratiques de pouvoir conformes au respect du principe de la souveraineté du peuple et, par conséquent, d' écarter le risque d' instauration d' un pouvoir arbitraire, de dictature ou de totalitarisme.

L' UNITÉ NATIONALE ET LE FÉDÉRALISME

L' unité nationale acquise au prix du sang est sacrée. L' UDPS s' engage à promouvoir, à protéger et à défendre par tous les moyens celle-ci ainsi que l' intégrité du territoire, dans le respect des particularités et des spécificités régionales. C' est une des raisons pour lesquelles, sur le plan des structures étatiques, elle préconise l' instauration d' un régime fédéral. Comme corollaire à

ces principes, l' UDPS rejette avec vigueur toute idée de sécession.

LE MODE DE PRODUCTION

L' UDPS entend promouvoir concurremment l' initiative publique et privée en vue de réaliser le progrès social. Toutefois, les secteurs stratégiques de l' économie nationale seront du ressort exclusif de l' Etat.

LA SECURITE SOCIALE ET LA CULTURE

Sur le plan socio-économique, l' UDPS entend oeuvrer pour l' amélioration du bien-être de l' homme et pour sa sécurité sociale. Pour ce faire, elle vise à promouvoir le développement et la croissance économique qui, seuls, peuvent assurer le progrès social et promouvoir la culture.

LE PROGRES SOCIAL

Parcequ' elle s' engage à créer une société harmonieuse dans laquelle chaque congolais pourra jouir des bienfaits du progrès technique, l' UDPS mettra tout en oeuvre pour instaurer la justice distributive, assurer une répartition équitable du revenu national, afin de diminuer les inégalités sociales et de promouvoir le progrès social.

LE SOLIDARISME

L' idéologie de l' UDPS est donc la proclamation des idées de démocratie, de pluralisme politique et syndical, de non-violence, de solidarité nationale et internationale. Dans cette conception, la réalisation du bien-être social postule une redistribution équitable du revenu national et une réorganisation efficace de la solidarité. Cette conception allie les principes de coopération et de compétition tout en privilégiant la reciprocité et la solidarité nationales. L' idéologie de l' UDPS est le solidarisme.

TITRE II: LA POLITIQUE INTÉRIEUR

I. LE PAYS

1. APPELATION

Pour des raisons d' ambition personnelle et aux fins de brouiller l' histoire, la dictature de Kinshasa changea, en 1971, le nom de notre pays: le Congo devint Zaïre. L' UDPS a choisi de revenir à la première appellation de notre pays afin de

restaurer cette mémoire collective qui nous lie à nos ancêtres. Notre pays s'appellera République Fédérale du Congo.

2. Le 30 Juin 1960

Le 30 Juin 1960, notre pays a accédé à l'indépendance. Beaucoup de ses enfants sont tombés avant et après cette date pour lui assurer un avenir prospère et paisible, dans la démocratie et le progrès social. Ce jour symbolise la fin de l'asservissement et le retour à la liberté pour notre peuple. En conséquence, l'UDPS marque d'une pierre blanche la date du 30 Juin 1960. Celle-ci redeviendra la plus importante de nos fêtes nationales et devra être commémorée avec les honneurs qu'elle mérite.

3. LE DRAPEAU

En conséquence, le drapeau du pays est, pour l'UDPS, celui issu de la constitution de 1964: fond bleu traversé en oblique par deux bandes jaunes encadrant une bande rouge, et sur lequel est posée une toile jaune.

4. L' HYMNE NATIONAL

De même, l'UDPS considère que l'hymne de notre pays doit redevenir le Debout Congolais .

5. L' ORGANISATION TERRITORIALE

La propagande mobutiste tend à identifier fédéralisme et séparatisme. Ce dernier stigmatisant l'idée du chacun pour soi. L'UDPS combat énergiquement cette propagande qui déforme la réalité.

Le fédéralisme est au contraire la structure de l'Etat plus adaptée étant donné l'immensité du territoire national, ses diversités sociales, culturelles et économiques. C'est la seule structure capable de promouvoir une administration et une organisation efficaces du territoire et de l'économie nationale et de mettre ainsi fin au centralisme hérité du régime colonial et qui a favorisé la dictature dont nous souffrons depuis le 24/11/1965. Partisane de la stabilité politique, facteur du progrès économique et social, l'UDPS prône l'instauration d'un pouvoir exécutif et d'un pouvoir législatif tant au plan national qu'au plan régional, ainsi que la responsabilité individuelle et collective des gouvernants devant le Parlement ou à l'Assemblée régionale.

6. ORGANISATION DES POUVOIRS

L' UDPS se prononce pour la séparation effective des pouvoirs en législatif, exécutif et judiciaire.

Elle préconise l' instauration de deux chambres législatives et d' un exécutif fort. Le Président de la République, suprême arbitre, sera responsable devant le Parlement. Les Etats fédérés auront aussi un Parlement et un Gouvernement responsable devant ce Parlement.

II. LES LIBERTÉS FONDAMENTALES

L' UDPS s' engage à lutter pour la promotion, la protection et la défense de toutes les libertés fondamentales, individuelles et collectives et à veiller à leur exercice effectif. Il en est ainsi de la liberté de la presse et de la liberté syndicale.

1. La radiodiffusion - télévision

Pour l' UDPS, la radiodiffusion - télévision doit être dotée d' un statut juridique qui lui permette d' informer objectivement la population et qui, en guise de garantie pour tous, permette la participation à sa gestion de personnes indépendantes au Gouvernement, notamment des représentants de toutes les opinions politiques, philosophiques et des scientifiques. Ledit statut devra également permettre de veiller à ce que, dans aucune circonstance, cette information ne passe sous le contrôle, de droit ou de fait, d' un groupement idéologique, politique, philosophique ou financier. Il devra aussi mettre l' accent sur la conscience des masses: information, formation, connaissance de notre Pays et des problèmes du sous-développement.

2. Liberté syndicale

La liberté syndicale est une garantie pour une défense efficace des intérêts professionnels. Le pluralisme syndical permet à chacun d' adhérer à un syndicat correspondant à ses convictions et dans lequel il pense mieux pouvoir défendre ses droits. En plus des syndicats des travailleurs, il faut promouvoir des syndicats d' indépendants et d' agriculteurs.

III. LA JUSTICE

D' une part, l' UDPS s' engage à restaurer une justice équitable et indépendante et à garantir l' indépendance de la magistrature. D' autre part, elle s' emploiera à combattre la corruption sous toutes ses formes. La réhabilitation de la magistrature n' est réalisable que si les magistrats et le personnel judiciaire sont à l' abri des tentations.

IV. LA FONCTION PUBLIQUE

La Fonction Publique doit être organisée de manière à mettre le Service Public à la disposition de tous. La gestion du personnel de l'État doit être assurée par un seul ministre, celui de la Fonction Publique.

A la tête de ce ministère ne peuvent être placées que des personnes dont l'intégrité est sans faille. La Fonction Publique devra être dotée d'un statut garantissant la carrière et un barème de rémunération susceptible de la revaloriser et la remoraliser. La justice dans le système de promotion, l'instauration du recrutement et d'avancement par concours devraient achever de réhabiliter la Fonction Publique, de la purifier et de lui restituer sa dignité d'antan. C'est de cette manière qu'elle sera dépolitisée et détribalisée.

Les avantages accordés, ainsi que les nécessités de moralisation de la Fonction Publique ont pour corollaire la mise en application des sanctions particulièrement sévères pour les fonctionnaires. Une politique de formation permanente devra offrir aux agents déjà en fonction des possibilités de promotion et d'épanouissement et améliorer la qualité des services rendus à la population. La règle étant l'Administration au service de tous les citoyens, l'UDPS entend en conséquence tout mettre en œuvre pour assurer la transparence dans le fonctionnement des appareils de l'État, faciliter l'accès de la population aux informations et aux services sociaux et la compréhension de la mission des services publics. A cet effet, l'UDPS suggère que tout document administratif soit rédigé en deux langues au moins: le Français et l'une des quatre langues nationales parlées dans la région.

V. LES INSTITUTIONS TRADITIONNELLES

Nos villages constituent des noyaux de base de développement. C'est pourquoi il est nécessaire qu'une stratégie d'ensemble, cohérente et réaliste, soit tracée. Ces villages, qui contiennent 80% de la population, vivent dans une autarcie, en marge de la vie politique, économique, sociale du pays. Ils produisent l'essentiel de ce que leur population consomme, et sont peu enclin à la révolte. Ils sont donc un facteur important de la paix sociale.

Cette paix sociale pourrait permettre aux autorités fédérales de les intégrer harmonieusement à la vie de la nation, afin de les faire participer à la gestion du pays. Sur le plan culturel, nos campagnes constituent la terre où chacun d'entre nous tire ses racines, à la fois musée, source de nos valeurs propres et lit qui canalise nos actions de tous les jours. C'est dire que ces villages méritent bien plus d'attention et de respect. Les chefs coutumiers, qui règnent sur ces villages, ne jouissent pas toujours de la considération à laquelle ils ont pourtant droit. Ils sont l'objet de chantages et de pressions qui aboutissent inévitablement à leur honteuse exploitation. Le chef coutumier est l'objet de telles sollicitations,

accompagnées de menaces de déchéance, qu' on est obligé de mettre toute l' économie du village à contribution. C 'est l' exploitation organisée des milieux ruraux par le pouvoir et les entreprises capitalistes; d' où leur pauperisation.

De plus, l' accession au pouvoir coutumier a cessé d' être légitimée par la tradition. Elle ne dépend plus que du bon vouloir de l' autorité territoriale et de la fidélité au régime en place. C' est souvent aussi le plus offrant qui hérite du titre sacré, fut-il un usurpateur. C' est la destruction du pouvoir traditionnel.

L' ascendance des chefs coutumiers sur les populations rurales est cependant encore forte. Elle peut servir de point de départ pour l' organisation des institutions plus stables. L' UDPS s' engage à militer en faveur d' une loi cadre pour la rationalisation des rapports entre les institutions traditionnelles et l' administration publique, dans le souci de mettre fin à l' exploitation des milieux ruraux et de protéger leurs droits les plus élémentaires. Cette loi cadre intégrera harmonieusement le pouvoir traditionnel et le pouvoir étatique. Elle mettra ainsi fin à leur parallélisme hérité de la colonisation et si ruineuse pour la réalisation de l' unité territoriale et la genèse de la conscience nationale.

VI. LES FORCES DE L ORDRE

L' UDPS considère que l' ordre et la sécurité publique sont les conditions de l' exercice des libertés publiques, du progrès et de la paix sociale. Les forces de l' ordre se doivent d' être au service de la population et non contre elle. Pour remplir leurs missions de défense de l' intégrité territoriale et de maintien de l' ordre, les forces de l' ordre doivent être mises a l' abri des luttes politiques. Pour l' UDPS, elles doivent être le creuset où se forment la conscience nationale et le patriotisme. Elles doivent constituer et se présenter comme un des facteurs importants de cohésion nationale. La séparation des forces de l' ordre en Armée, Gendarmerie et Police est une nécessité. Elle permettra le plein accomplissement de leur rôle.

TITRE III: ÉCONOMIE ET FINANCES

VII. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

1. L' État et l' économie

Qu' il s' agisse d' une économie de marché ou d' une économie planifiée, le rôle de l' État s' avère indispensable pour assurer la production, la satisfaction des besoins et la réalisation du bien être social. Pour l' UDPS, il faut donc promouvoir concurremment les entreprises publiques et privées par tous les

moyens compatibles avec le progrès social, l'objet des préoccupations constantes du parti. Le secteur public est le garant du bien commun. L'intervention est indispensable à toute politique dynamique de développement notamment quand l'ampleur des moyens nécessaires dépasse les ressources des sociétés privées. D'autre part, il s'agit d'assurer le contrôle de l'État, en veillant à ce que la liberté individuelle ne compromette pas l'intérêt général dont l'État est dépositaire.

2. Le secteur public

Dès la naissance de l'État indépendant du Congo et pendant l'existence de la colonie du Congo Belge, un secteur public important a été créé et s'est développé. Après l'indépendance il s'est encore agrandi par nationalisation ou création d'entreprises nouvelles, intégrant partiellement ou totalement les secteurs des mines, de l'énergie, des transports, du crédit, des assurances. Il faut en outre y ajouter les participations de l'État dans de nombreuses sociétés privées.

Dès lors, l'UDPS considère que le problème principal n'est pas celui d'une extension du secteur public, mais celui d'une rigoureuse et honnête gestion, tant de ce secteur que, plus généralement de l'économie, notamment dans les domaines de la monnaie et des finances publiques.

L'UDPS entend créer des conditions optimales du fonctionnement des entreprises publiques comprenant entre autre une adaptation de leur statut, des moyens financiers, techniques et humains à leurs missions, l'introduction d'une gestion décentralisée et la constitution d'un corps de gestionnaires formés spécialement pour ce secteur.

3. Monopoles et concurrence

L'UDPS constate que la concurrence est un facteur indispensable à la promotion d'une économie dynamique. Elle considère qu'une libre concurrence bien respectée est bénéfique aux consommateurs. Elle est génératrice des progrès technologiques susceptibles d'apporter l'expansion de l'économie, l'abondance, la diversité et une meilleure qualité de produits et de services. Mais le contrôle permanent de l'État est indispensable pour que le développement économique ne se fasse pas au détriment des intérêts des masses laborieuses. Le monopole de l'État doit être maintenu pour des entreprises à caractère stratégique.

4. Orientation de l'industrialisation

Les industries congolaises ne tournent pas à leur capacité optimales, entraînant des coûts unitaires plus élevés et privant, en parti, le pays du fruit des efforts antérieurs d'investissement. L'UDPS entend militer pour réédier à cette situation, notamment par une politique monétaire appropriée et une meilleure

utilisation des devises disponibles (politique d'approvisionnement).

5. L'Artisanat et la P.M.E.

La contribution des petites et moyennes entreprises (P.M.E.) A l'économie nationale est nécessaire, notamment pour la création d'emplois nouveaux, l'approvisionnement des marchés intérieurs et l'utilisation des matières premières locales.

Par ailleurs, l'UDPS est consciente de ce que l'État congolais, entraîné par la tradition coloniale, a tendance à privilégier la grosse industrie d'extraction minière, génératrice de devises. Elle estime qu'une telle politique doit être infléchie. Il est temps de développer une industrie nationale plus orientée vers les besoins locaux, qui fasse davantage place à l'artisanat et aux petites et moyennes entreprises, tenues par les nationaux et qui soit intéressée à la valorisation des matières premières locales. En effet, l'UDPS considère que les ateliers et les petites entreprises, par leur dynamisme et leur diversité, donnent une certaine indépendance, ouvrent les possibilités de concurrence et réussite en dehors des grandes entreprises généralement dirigées par les étrangers, et contribuent à enraciner l'entreprise dans tous les secteurs et toutes les régions du pays; ils peuvent constituer un creuset où se forment des dirigeants non universitaires d'entreprises. Enfin, ils peuvent être meilleurs utilisateurs des matières premières locales et présenter aux consommateurs des produits nationaux, susceptibles de concurrencer efficacement les produits importés.

Dans cette optique, l'UDPS entend mettre en place et/ou développer les structures institutionnelles favorables à l'artisanat et à la P.M.E., dans les domaines de la formation, de la "consultance" et du financement. De ce dernier point de vue, l'UDPS entend militer pour la création d'un "fond de l'artisanat et de la P.M.E." destiné à fournir aux artisans qui le méritent les moyens financiers nécessaires à leur première installation ou au développement de leurs efforts.

Dans la même voie, l'UDPS entend mener une action publique d'information et de presse pour que les banques commerciales orientent leurs crédits vers ces producteurs. Elle est prête à étudier les modalités nouvelles de garanties qui faciliteraient l'octroi de ces crédits.

En outre, l'UDPS met à son programme l'organisation d'une campagne de sensibilisation pour une meilleure connaissance et la consommation des produits locaux. Elle considère aussi que le meilleur exemple dans ce domaine devrait venir des gouvernants eux-mêmes et de la classe émancipée en général. Elle veut démontrer que la grandeur ne se trouve pas dans une consommation ostentatoire des biens importés de l'occident, qui ruine le pays et hypothèque son avenir mais plutôt dans la consommation de sa propre production.

6. La diversification régionale.

Au moment de l'indépendance, le développement économique était fortement concentré dans deux régions: le Katanga et la province de Léopoldville. Depuis l'indépendance ce déséquilibre s'est accentué. L'UDPS considère qu'une telle évolution non seulement est défavorable à la grande majorité de la population, mais compromet à long terme le développement de tout le pays. Il faut aller au-delà de la politique un moment préconisée et qui était axée sur trois pôles de développement (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani) et viser à un développement harmonieux de l'ensemble du territoire national.

L'UDPS pense qu'une industrialisation mieux conçue et faisant une plus grande place aux petites entreprises pourrait davantage tirer partie de la diversité des ressources naturelles du Congo (agricoles, forestières, minières et autres) et créer progressivement un tissu industriel favorable aux échanges intra-régionaux et intéressé. Une telle évolution peut fournir des emplois non-agricoles aux jeunes des milieux ruraux et urbains de l'intérieur du pays et constituer un frein à l'exode rural et à l'hypertrophie de la capitale.

7. L'énergie

L'insuffisance de l'énergie constitue dans beaucoup de cas un obstacle infranchissable au développement industriel des régions du pays. L'UDPS entend donc engager ses militants à combattre ce goulot d'étranglement et mettre tout en œuvre pour diversifier les sources d'énergie.

a. Les sites hydrauliques

Le Congo étant un pays bien pourvu en matière des sites hydrauliques, l'UDPS entend proposer un plan rationnel et méthodique d'exploitation de ces potentialités.

b. L'exploitation du site d'Inga et de la ligne Inga-Shaba

Les investissements de la phase II du barrage d'Inga et de la ligne à haute tension Inga-Shaba ayant été réalisés, les charges considérables d'amortissement et d'entretien qui en résultent pèseront lourdement sur l'économie dans les années à venir. Il convient donc de prendre des mesures plus efficaces pour en diminuer le poids. Dans cette optique, la solution la plus rationnelle consiste à multiplier les utilisations de l'énergie disponible à tous les niveaux: régional, national et, si possible, international. Au niveau régional, les possibilités d'utilisation au profit des populations des régions traversées par la ligne Inga-Shaba devraient rapidement être étudiées et mises en œuvre pour que ces investissements de prestige puissent être convertis dans la direction du progrès social. Il conviendrait d'étudier les possibilités de création de nouvelles industries afin de rendre rentables les investissements réalisés pour faire face à la dette consentie autrement que par des ponctions dans d'autres secteurs de

l'activité économique. Enfin, au niveau international, il conviendrait d'explorer les possibilités d'écoulement dans d'autres pays de cette énorme énergie gaspillée.

c. Le carburant

Les périodes de pénurie de carburant sont trop fréquentes dans notre pays, avec leurs conséquences désastreuses sur l'économie nationale déjà désorganisée et sur la vie sociale du pays. Une spéculation organisée par ceux-la même qui sont chargés de protéger les intérêts supérieurs de la nation a favorisé le développement des marchés parallèles combien nocifs pour le peuple. Par ailleurs, un dynamisme plus grand devrait caractériser la prospection et la mise en exploitation éventuelle des autres ressources du pays en hydrocarbure et en gaz naturel. L'UDPS entend lutter pour une meilleure harmonisation des intérêts de la nation avec ceux des compagnies exploitantes et des autres pays producteurs de pétrole.

d. Le charbon de bois

Le bois étant une source d'énergie de consommation la plus répandue sur l'ensemble du territoire national, l'UDPS entend lui consacrer une attention particulière. Une gestion prévisionnelle de nos forêts et nos savanes boisées implique la promotion d'une politique de reboisement systématique des forêts exploitées et des régions insuffisamment boisées, à la fois pour sauvegarder ce patrimoine, lutter contre l'érosion, fournir et garantir une source d'énergie la plus accessibles aux générations futures.

e. L'énergie solaire

L'UDPS considère que, situé de part et d'autre de l'équateur dans une zone tropicale et bénéficiant d'une insolation suffisamment longue sur toutes ses régions et durant toute l'année, le Congo devrait s'intéresser aux efforts faits dans le monde pour l'adoption des technologies de captation de l'énergie solaire afin de les diffuser et de les vulgariser dans les milieux ruraux. L'UDPS luttera pour que soit favorisée la création des entreprises qui s'y consacraient.

VIII. LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Le désordre monétaire qui sévit dans notre pays actuellement est la conséquence de l'irresponsabilité des gouvernements et du parti unique au pouvoir depuis 1965. L'UDPS mettra tout en œuvre pour valoriser la monnaie nationale.

1. La Banque Nationale

Les économistes ainsi que les parlementaires de la législature 1977-1980 ont unanimement constaté que la Banque Nationale et son gouverneur ne sont pas

suffisamment indépendants: le Gouvernement et plus particulièrement le chef de l'État ont une main-mise absolue sur cette institution, l'empêchant ainsi de jouer son rôle normal dans l'orientation de l'économie nationale. L'UDPS entend redonner toutes les attributions et pouvoirs à cette institution capitale dans la régularisation de l'économie et la révalorisation de l'image de notre système bancaire sur le marché financier interne et international.

2. Les Banques Commerciales

Le caractère extraverti du système bancaire du pays a pour conséquence que les choix dans la distribution du crédit ne vont pas dans le sens de favoriser l'expansion de l'économie nationale. En effet, ces banques résistent généralement à financer le secteur de l'économie tenu par des nationaux. Ceux-ci sont tenus à l'écart des capitaux des entreprises dites du secteur moderne.

L'État doit tout mettre en œuvre pour une reorientation et un contrôle plus efficace de la circulation du crédit, de manière à encourager l'initiative chez nos compatriotes et à favoriser ainsi la création d'emplois nouveaux.

3. Les Grandes Entreprises Publiques

Les grandes entreprises publiques préfèrent souvent s'adresser aux marchés extérieurs plutôt que de soutenir la production ou la provoquer. Ce comportement extraverti s'explique notamment par l'imitation des grandes entreprises étrangères pour lesquelles la recherche du profit l'emporte sur les impératifs du développement et surévaluation artificielle de la monnaie nationale qui donne un avantage concurrentiel injustifié aux produits importés.

4. Les institutions financières non bancaires

La politique du régime en matière d'institutions financières non bancaires a eu pour conséquence la perte de confiance des épargnants. Leur rôle étant capital dans le développement du pays, l'UDPS s'attachera à leur restituer cette confiance en accordant à leurs clients une garantie de l'État et en faisant assumer à ce dernier ses responsabilités en cas de défaillance.

En résumé, l'UDPS considère que pour sortir le pays du gouffre dans lequel l'a ainsi précipité la politique incivique du M.P.R. et son chef, qui en a fait aujourd'hui une véritable colonie des institutions financières et des banques internationales, il est impératif de procéder à une réforme profonde du système monétaire, financier et bancaire, qui restitue à notre pays sa crédibilité, dans l'intérêt de l'économie nationale, et qui puisse ainsi permettre d'honorer ses engagements financiers extérieurs et de récupérer l'indépendance aliénée.

L'UDPS reste convaincue que seul le pluralisme politique est de nature à permettre une telle réforme, des pratiques saines dans la gestion des finances

publiques et de la monnaie et une orientation du système bancaire vers le développement de l' économie nationale.

IX. AGRICULTURE: L' AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

La pénurie alimentaire dans les villes comme dans les campagnes et la hausse vertigineuse des prix des produits agricoles pour les consommateurs témoignent de l' échec de la politique agricole ou plutôt rendent compte de son absence. Il ne manque pourtant ni bonnes terres ni de la main-d' oeuvre rurale, ni surtout de bonne volonté de la part des populations.

Ce qui manque, par contre, c' est la volonté politique pour faire de l' agriculture la véritable priorité des priorités et mettre fin à l' humiliation que notre pays, qui compte plus de deux millions de km² de terre inexploitée et 26 million d' habitants, doit dépendre de la charité internationale pour se nourrir. C' est pourquoi, consciente de l' importance du secteur agricole en tant que source de revenus pour les populations rurales et de produits vivriers pour tous, l' UDPS propose les mesures suivantes pour promouvoir l' augmentation de la production agricole, de l' élevage et de la pêche.

1. Le financement de l' agriculture

L' agriculture constitue un secteur économique principalement tenu par des nationaux. S' il n' a pas progressé, c' est notamment parcequ' il n' a pas été suffisamment sollicité ni par les institutions financières publiques, ni par les banques privées. C' est pourquoi l' UDPS considère que la Banque Nationale, les banques commerciales installées dans notre pays ainsi que l' État doivent tout mettre en oeuvre pour orienter le crédit vers la production agricole. Elle considère que, outre la garantie de l' État, l' autre principale garantie de ces crédits se trouve dans cette production agricole elle-même.

L' UDPS entend donc militer pour la multiplication des institutions financières du secteur agricole, susceptibles de récolter l' épargne, de répondre aux besoins des agriculteurs et de financer leurs projets.

Dans ce cas, l' UDPS considère que la coopération avec notre pays devrait d' abord s' orienter vers le financement de l' agriculture vivrière, afin de mettre fin à la pénurie des denrées alimentaires.

2. Les associations des cultivateurs

La faiblesse des cultivateurs provient du fait que, travailleurs indépendants, ils ne sont pas intégrés dans des associations, des sociétés ou des coopératives d' achat, de vente et de crédit. L' UDPS estime que les organisations d' agriculteurs fortes et actives constituent la clé du développement agricole et de l' émancipation du milieu rural. Elle s' engage à militer pour encourager la

constitution d' organisations agricoles indépendants et à leur accorder son soutien le plus total.

3. Le revenu des agriculteurs

La politique menée pendant des années au Congo a abouti à sacrifier les intérêts des masses rurales à ceux de quelques catégories privilégiées alors qu' aucune politique agricole ne pourra être efficace si elle n' assure pas une juste rémunération du travail des paysans. Ceux-ci doivent avoir l' assurance de vendre leurs produits à des prix rémunérateurs et de pouvoir utiliser leur revenu pour se procurer des produits manufacturés. Cela n' est possible que s' il existe des circuits de commercialisation bien organisés pour l' achat et la vente des produits agricoles, pour l' approvisionnement des villes et des villages en produits agricoles et en biens de première nécessité.

4. Les transports agricoles

En dehors des grands problèmes de transport par chemin de fer, par route, par voie fluviale et aérienne qui font l' objet du chapitre sur les transports, il se pose un grave problème de petits transports ruraux, soit de la maison au champ et du champ à la maison, soit sur le champ lui-même.

L' UDPS considère que pour résoudre ce problème, l' industrie locale et les petits métiers urbains et ruraux devraient être encouragés pour produire des véhicules qui utilisent l' énergie humaine ou animale et des véhicules motorisés pour les coopératives et les entreprises agricoles familiales. La coopération avec les pays amis devrait s' orienter dans cette direction.

5. La vulgarisation agricole

L'UDPS considère que l' État Fédéral et les États fédérés ont le devoir de mettre à la disposition des cultivateurs, comme des entrepreneurs agricoles, des informations fiables sur l' état des sols et leurs qualités, au lieu de les laisser agir par tâtonnement et de gaspiller ainsi l' énergie et les semences. Il faut un programme de vulgarisation agricole dans lequel la radio et la télévision rurales doivent permettre l' acquisition des connaissances agronomiques.

6. La formation du cultivateur

L' UDPS entend tout mettre en oeuvre pour assurer la formation des agriculteurs. La création des écoles spécialisées, les stages de formation, les possibilités de recyclage et de voyages d' étude à l' étranger sont à inscrire au programme.

7. L'installation des exploitants agricoles

En plus des cultivateurs individuels et de la grande plantation, il est une nécessité urgente de favoriser, par une politique consciente et planifiée, l'installation des exploitants moyens ruraux. L' UDPS considère que cette catégorie de citoyens connaît la pratique des techniques qui peuvent leur permettre de se convertir rapidement en entrepreneur compétents s'ils reçoivent l' encadrement nécessaire. L' UDPS affirme que dans le domaine de l' exploitation forestière, des nationaux, exploitants individuels ou associés, pourraient occuper le vide laissé par les exploitants étrangers. L' État doit mettre tout en oeuvre pour faciliter l' installation des exploitants agricoles individuels ou associés.

8. Les cultures industrielles

Les cultures d' exploitation: café, cacao, caoutchouc, thé, fruits et agrumes, font l' objet de préoccupations de l' UDPS étant donné les besoins en devises du pays. Elle souhaite ardemment qu' un inventaire des plantations existantes soit dressé afin d' organiser leur relance.

9. L' agro-industrie

L' UDPS considère que des garanties et avantages devraient être accordés aux investisseurs qui s' orientent vers l' agro-industrie et les industries alimentaires en général.

10. L' élevage et la pêche

À ce sujet, l' UDPS constate que les grandes sociétés d' élevage installées dans notre pays n' ont pas effectué le transfert des technologies vers les populations. Elle considère que ce manque devrait être rapidement comblé pour que l' élevage du gros bétail soit généralisé. Il est du devoir de l' État de suppléer à l' insuffisance de l' initiative privée, notamment en matière d' installations frigorifiques qui doivent être implantées dans tous les grands centres urbains afin de permettre leur approvisionnement en viande et poisson frais.

11. L' artisanat et les petits métiers ruraux

Le développement rural est une tâche à faces multiples dont le but est l' amélioration du niveau de vie des habitants des milieux ruraux grâce à l' augmentation de leurs revenus, l' aménagement de leur territoire, l' amélioration de l' état de santé, de la scolarisation et donc la satisfaction des nouveaux besoins créés par la transition vers la société industrielle.

C' est pourquoi l' UDPS entend lutter pour la promotion de l' artisanat et des petits métiers destinés à fournir aux habitants des milieux ruraux les services dont ils ont grand besoin pour améliorer leur cadre de vie.

C'est ainsi également que les commerçants et les coopératives installés dans les milieux ruraux en vue de faciliter aux agriculteurs l'approvisionnement en biens manufacturés, devront trouver une faveur auprès de l'UDPS. Celle-ci considère en effet que le crédit et autres services bancaires rendus à ce genre d'activités seraient d'une utilité considérable pour le pays tout entier. L'État doit mettre tout en oeuvre pour faciliter l'installation des artisans, des petits métiers, des commerçants et des coopératives en milieu rural.

12. Création des sections d'enseignement agricole et de développement rural

Pour réaliser des projets de développement rural, d'expansion de la production agricole et des petits métiers ruraux, il faudra un personnel adapté et formé pour vivre dans ces milieux comme agent de développement rural. C'est pourquoi, en plus des Instituts Supérieurs d'Enseignement Agricole (I.S.E.A.), l'UDPS militera pour l'ouverture d'une section agricole et de développement dans les Instituts Supérieurs Pédagogiques (I.S.P.) en vue de la formation du personnel de la vulgarisation agricole, la création des coopératives, la propagation de l'hygiène, l'animation d'une campagne en faveur de l'épargne rurale et la restructuration du système de solidarité.

L'UDPS considère, d'autre part, que beaucoup d'études et de technologies relatives à l'agriculture et l'élevage du gros bétail ainsi que de la volaille, faites par l'INEAC et d'autres instituts qui ont existé avant l'indépendance, devraient être mises en application pour améliorer la qualité de la production.

13. Les Banques Agricoles

L'expérience de vingt-trois ans d'indépendance montre que les banques commerciales existantes hésitent à s'engager dans le crédit agricole, surtout lorsque celui-ci est sollicité par des nationaux. Mais les mêmes banques collectent l'épargne des régions qu'elles font aspirer vers la capitale ou leurs maisons-mères. Cette épargne ne profite ni à l'économie de la région, ni aux hommes d'affaires de l'intérieur du pays, ni aux agriculteurs qui sont obligés de recourir à l'auto-financement. C'est pourquoi, considérant l'importance du crédit à l'agriculture, l'UDPS s'engage à lutter pour la création des banques agricoles afin de collecter l'épargne des cultivateurs. Ces banques devraient être créées aussi bien avec des capitaux des agriculteurs, des secteurs privés et publics, que ceux des grandes entreprises établies sur le territoire national, particulièrement les entreprises minières.

X. LES VOIES DE COMMUNICATION

Le développement des voies de communication constitue un appui indispensable au développement de l'intérieur du pays et à son essor démocratique.

1. L'infrastructure routière

La première étape, et la plus urgente, de l' action de l' UDPS en matière d' infrastructure routière consistera en l' entretien et l' amélioration de l' état général du réseau routier existant, de manière à le rendre plus praticable, moins dangereux et moins destructeurs des véhicules.

L' UDPS considère qu' il est urgent que soit envisagée la construction de grandes routes nationales, ayant pour objectif de relier les différentes régions du pays, en plus des routes d' intérêt régional. Il faut réorganiser l' office des routes de manière à réaliser cet objectif.

Il est impératif, dans le cadre d' un programme commun avec des pays voisins, d' étudier les possibilités de développement de liaisons routières entre le Congo et les principales villes de ces pays.

L' UDPS recourra aux différents moyens existants pour réaliser ce programme: capitaux privés, publics, le marché international des capitaux et les organisations internationales. Il n' est pas exclu que des entreprises privées soient sollicitées pour combler les déficiences des autorités publiques afin d' assurer un développement plus rapide du réseau routier.

2. Les voies ferrées

Ce qui vaut pour l' infrastructure routière vaut, mutatis mutandis, pour les voies ferrées. L' UDPS souhaite que l' ensemble de notre réseau ferroviaire soit standardisé, modernisé et même doublé sur certains tronçons où les impératifs économiques l' exigent, de manière à rendre plus économique et plus rapide la circulation des biens et des personnes.

L' histoire récente du monde nous a prouvé combien il est impératif de disposer d' un réseau ferré couvrant la majeure partie du territoire national et reliant certaines de ses régions avec celles des pays voisins. Dans ce domaine, l' UDPS propose le recours à des appels d' offres internationaux. Les grandes entreprises du pays, minières notamment, les banques installées sur le territoire national, les hommes d' affaires ainsi que l' État, devront être sollicités pour contribuer à la réalisation du programme de développement des voies ferrées.

3. Le transport fluvial

Les fleuves et rivières sont les voies de communication les plus efficaces et les moins onéreuses. L' UDPS se propose d' encourager l' exploitation des tronçons abandonnés et l' extension de la navigation sur d' autres tronçons navigables à travers le pays. Cela implique non seulement le rebalutage de ces voies, mais aussi l' acquisition et la mise en service des dragues afin de rendre la navigation aussi aisée que possible partout.

L' UDPS entend aussi encourager tous efforts portant sur l' extension du réseau fluvial national et la coopération avec les pays voisins en cette matière.

4. Le transport aérien

Le monopole de l' État en matière d' aviation civile s' est révélé inefficace par manque d' organisation et à cause des abus de réquisition de la présidence de la république. Non seulement les engagements ne sont pas tenus envers la compagnie, mais celle-ci doit encore supporter la charge des dépenses de l' État.

La mauvaise qualité des services de la compagnie nationale d' aviation a eu pour conséquence que beaucoup de clients préfèrent voyager sur les compagnies étrangères.

De plus, la sécurité des biens n' y est jamais assurée. Les réclamations justifiées des clients sont sans suite et les arrêts judiciaires ne sont pas exécutés. L' UDPS exige que la loi soit appliquée tant aux personnes morales que physiques, l' État lui-même étant le premier à donner l' exemple. Une discipline s' impose afin de rehausser le prestige de la compagnie nationale. L' UDPS mettra tout en oeuvre pour améliorer les structures d' accueil de nos aéroports, assurer la régularité et la ponctualité des horaires et pour équiper ces aéroports des appareils nécessaires à la sécurité de la navigation aérienne.

Parti du progrès social, l' UDPS attribue une importance particulière au secteur des transports parce que leur développement entraînera la valorisation des régions et, partant, le relèvement du niveau de vie des populations.

XI. LES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS Jadis une des principales sources des revenus de l' État, les PTT sont devenues improductives à cause de la désorganisation du pays. Pour rendre à ce secteur son efficacité, l' UDPS entend orienter son action de la manière suivante:

- en ce qui concerne la distribution des colis et lettres dans les grandes villes, une étude devrait permettre la connaissance des raisons de sa déficience afin de la reorganiser;
- en ce qui concerne les TSF, le réseau doit être rétabli et étendu. Mais en plus, il devra être complété par un réseau officiel de phonie de type motorola, afin que les communications avec tous les centres du pays soient rapides et efficaces;
- en ce qui concerne le téléphone, le réseau des stations terriennes doit être complété par un système de téléphone de campagne qui permettra de relier les petites localités de l' intérieur du pays;
- en ce qui concerne la fonction financière, les C.C.P. et le système des mandats postaux doivent être rétablis et étendus au bénéfice de tous les centres du pays et

ceux de l'intérieur qui sont dépourvus d'agences de banques et de caisses d'épargne.

L'UDPS entend tout mettre en oeuvre pour obtenir la modernisation des postes et télécommunications de façon à rendre des meilleurs services au pays.

XII. LE TOURISME

L'industrie touristique, dont le pays recèle d'énormes potentialités, doit être organisée d'une manière efficiente. Elle constitue non seulement une source importante de devises, mais aussi un moyen de faire connaître notre pays et notre culture dans le concert des nations.

L'UDPS mettra tout en oeuvre pour simplifier les formalités d'immigration et développer les structures d'accueil indispensables. La mise en place d'une police moderne et disciplinée, la reorganisation et la modernisation des réseaux de transport et de télécommunication, l'éducation de la population en matière d'hospitalité ainsi qu'une bonne campagne d'information contribueront efficacement à la relance et au développement du tourisme dans notre pays.

Mais le tourisme ne doit pas demeurer l'apanage des seuls étrangers et des riches. Des efforts particuliers devront être déployés pour le développement du tourisme populaire. Celui-ci offre l'avantage supplémentaire que les nationaux connaîtront mieux leur propre pays et leurs concitoyens, ce qui peut constituer une autre forme de lutte contre le tribalisme et contribuer à la genèse de la conscience nationale. A cet égard, la coopération des employeurs, des syndicats et des organismes de transport publics ou privés, sera requise. L'UDPS considère en outre que ce secteur est susceptible de générer de petites industries locales et de revigorer l'artisanat et l'agriculture.

XIII. CONCLUSION

Comme la nature de la crise congolaise postule un changement structurel, politique et économique, ce n'est que dans le cadre d'un pluralisme politique qu'on peut tirer le pays de sa faillite et redonner au peuple l'espoir de vivre.

TITRE IV: LE DOMAINE SOCIAL ET CUTUREL

XIV. LA JEUNESSE

La jeunesse est l'image de la société de demain. C'est pourquoi elle est une

préoccupation prioritaire du parti. L' UDPS s' engage à redonner à la jeunesse l' espoir de vivre et la foi dans l' avenir. Un effort doit être fait pour donner à la jeunesse un esprit patriotique, le sens du devoir, de la justice et de l' honneur. Les programmes de l' enseignement doivent être repensés de manière que l' école soit le véhicule des valeurs de la société et qu' elle puisse stimuler l' esprit d' initiative.

L' UDPS entend combattre l' oisiveté des jeunes par une politique de loisirs et d' encadrement: organisation des associations de jeunes, terrains de sports, maisons de jeunesse, bibliothèques publiques, émissions télévisées, etc.. L' UDPS entend lutter contre les principales causes de la délinquance juvénile, parmi lesquelles la dislocation des cellules familiales due à la détérioration de la situation économique, le relâchement de la solidarité clanique, la paupérisation croissante de la population. L' État doit avoir comme devoir primordial de veiller à la sauvegarde de la famille, cellule-mère de la société, comme le recommandent les traditions africaines. Des centres de rééducation et de formation professionnelle devraient être créés pour l' encadrement de la jeunesse non scolarisée.

XV. LA FEMME

L' UDPS entend susciter un grand débat parmi ses militantes et militants, sur la place de la femme dans notre société. Ce débat devra s' inspirer de quelques principes que voici:

- faire de la femme une partenaire indispensable dans le processus d' émancipation nationale, dans le respect de nos cultures et traditions et compte tenu de l' évolution du monde.
- l' égalité des sexes dans toutes les activités de la vie en société. L' UDPS engagera ses militantes et militants à lutter pour le respect de la dignité de la femme, notamment en revalorisant le travail ménager et l' éducation des enfants, en instaurant des programmes de formation pour femmes adultes et en créant des écoles ménagères. Elle mettra tout en oeuvre pour promouvoir une véritable émancipation politique de la femme.

XVI. LA SANTÉ PUBLIQUE

La santé étant un des facteurs principaux de productivité et de progrès social, l' UDPS en fait une de ses priorités. Une étude approfondie devra être faite pour découvrir les points saillants sur lesquels on devra consacrer les premiers efforts en matière curative et prophylactique.

1. Aspect curatif

Étant donné la gravité de la situation, l' UDPS propose l' instauration d' un plan

d'urgence pour l'approvisionnement du pays en produits pharmaceutiques et en matériel médico-chirurgical, la restauration, le rééquipement et la remise en service du plus grand nombre possible de centres de santé et établissements hospitaliers.

À moyen terme, l'UDPS entend tout mettre en oeuvre pour la multiplication des centres de santé et des établissements hospitaliers sur toute l'étendue du territoire national, la création d'équipes médicales mobiles pour apporter des soins jusqu'aux coins les plus reculés du pays, pour garantir un approvisionnement plus régulier en produits pharmaceutiques par la reorganisation des circuits de distribution et la création des industries pharmaceutiques.

L'accent sera également mis sur une formation des médecins et auxiliaires médicaux et un réajustement sensible de leurs traitements. Ce réajustement, ainsi que la garantie d'un paiement régulier, devraient être de nature à susciter plus de vocation dans ce secteur, à réduire au minimum l'exploitation des populations, le trafic des médicaments et la corruption.

2. Aspect préventif

L'UDPS propose d'entreprendre une grande campagne d'éducation sanitaire dans les milieux ruraux, urbains et scolaires. Le recours à des moyens audiovisuels devra rendre cette campagne plus efficace. Il est donc impératif de procéder, dans les plus brefs délais, à la mise en place d'une infrastructure stable de prévention sanitaire. En effet, la carence des services d'hygiène a eu pour conséquence la réapparition des grandes endémies tels que le choléra, la variole, etc.

Mais outre les carences en infrastructures sanitaires, la malnutrition constitue aussi un terrain fertile pour toutes sortes de maladies, étant donné la faiblesse généralisée de l'organisme humain qu'elle provoque. Convaincue que tant que le pays ne sera pas à mesure de garantir la nourriture à ses populations, bon nombre de maladies ne pourront pas être définitivement vaincues, l'UDPS entend donc encourager les recherches en vue d'augmenter la production, d'améliorer et d'enrichir la qualité des produits alimentaires.

Une autre cause de maladie à laquelle toute politique préventive se doit d'attaquer est le surpeuplement des centres urbains, qui engendre les conditions d'hygiène précaires étant donné l'absence ou le manque d'entretien des égouts et canalisations. Il s'avère, d'autre part, nécessaire de pourvoir nos populations en eau potable et en électricité. Pour l'UDPS, la gratuité des soins médicaux, notamment pour les populations rurales et pour certaines catégories les moins favorisées de notre société, est un objectif capital car l'assistance médicale aux populations est un devoir auquel aucun État conscient de son rôle ne peut se soustraire.

XVII. L' HABITAT

Pour promouvoir le progrès social et l' épanouissement de l' individu, l' UDPS entend lutter pour l' élaboration d' une politique rationnelle de l' habitat. Cette politique comprendra entre autres la reorganisation et la relance des organismes de crédit à l' habitat, la construction des logements sociaux, la garantie de l' Etat pour les entreprises de construction des logements sociaux.

Quand aux centres urbains et extra-coutumiers, l' UDPS se propose de les reorganiser de manière à leur donner un cadre de vie favorable à leur développement et ainsi résoudre les inquiétants problèmes sociaux qui s' y posent.

Une politique de développement doit viser la modernisation des milieux ruraux de manière à donner aux paysans un cadre de vie propice à sa fixation au sol. C' est de cette manière qu' on mettra fin à l' exode rural. Le développement de l' agriculture qui devrait en découler entraînerait une augmentation du revenu national et l' amelioration des conditions de vie des populations et donc le progrès social, objectif final de l' UDPS.

XVIII. L' ÉDUCATION NATIONALE

L' école constitue un investissement pour la nation toute entière. Par les cadres qu' elle forme, elle fait bénéficier le pays du bien fait de la science et des techniques et joue un grand rôle dans le développement. Elle est aussi un appareil d' intégration sociale, car elle transmet et propage les valeurs sociales et culturelles. Elle est également un instrument de valorisation individuelle. Elle est enfin un moyen de cohésion nationale, car elle réunit des personnes d' origine, de classes sociales et de régions différentes.

1. Un enseignement fondamentalement congolais

Un enseignement réellement national doit inculquer à nos jeunes l' esprit civique, le sens du devoir, de responsabilité envers la patrie, de la solidarité entre citoyens, de tolérance, de respect d' autrui, et l' esprit de sacrifice pour le triomphe de l' intérêt général. L' UDPS met également l' accent sur l' éducation politique des jeunes et la formation de la conscience nationale afin que les rennes de pouvoir passent toujours dans les bonnes mains. L' UDPS entend donner à tous les jeunes les mêmes chances devant la vie. Pour ce faire, elle propose que l' instruction soit obligatoire et gratuite au moins pour l' école primaire.

L' UDPS entend aussi revaloriser et encourager la création d' établissements d' enseignement technique et professionnel dans toutes les régions du pays. Elle préconise, en outre, la création d' une université et de plusieurs instituts d'

enseignement supérieur dans chaque région.

L' UDPS considère d' autre part que des cours de formation générale et professionnelle pour adultes devront être organisés dans toutes les régions du pays. La décolonisation de l' enseignement requiert la production au pays des manuels scolaires élaborés par des pédagogues nationaux et illustrés de spécificités nationales ainsi que l' élaboration des programmes scolaires qui s' inspirent des valeurs traditionnelles congolaises.

2. Les enseignants

L' UDPS entend revaloriser la profession d' enseignant. Elle mettra tout en oeuvre pour améliorer les conditions de travail des enseignants en mettant à leur disposition du matériel didactique de valeur. Un programme devra être élaboré pour le recyclage des instituteurs. Ce programme devra comprendre des cours, des stages, des colloques dans le pays et à l' étranger, des possibilités de mise en disponibilité en vue d' une formation plus spécialisée, etc... Le niveau des salaires et des avantages sociaux devra être suffisant pour stabiliser la fonction d' enseignant et susciter de l' intérêt pour la profession.

3. L' école oeucuménique

Par souci de rationalisation, l' UDPS s' engage à instaurer un système d' écoles oeucuméniques. Il est en effet anti-économique de créer dans une même localité plusieurs établissements d' enseignement pour pour des raisons confessionnelles et de solliciter des subventions de l' État. L' UDPS affirme qu' en plus du fait qu' il permettra beaucoup d' économie et d' efficacité par le regroupement des enseignants de valeur, l' emploi des mêmes bâtiments, l' équipement pédagogique et technique, le système d' école oeucuménique pourrait contribuer à la création de l' esprit de tolérance religieuse et philosophique chez les jeunes et donc promouvoir la conscience nationale et la démocratie.

L' État devra collaborer avec toutes les Églises nationales, les associations religieuses et philanthropiques dans l' élaboration et l' application d' un programme d' éducation susceptible de réaliser cet objectif.

4. Les bourses d' études

L' UDPS entend bâtir sa politique sociale sur la tradition bantoue de la solidarité qui est plus qu' un droit, obligation ou justice. Elle constate que cette tradition est non seulement conservée, mais aussi effectivement vécue jusqu' à ce jour dans les sociétés traditionnelles. C' est ainsi, à titre d' exemple, qu' en matière de financement des études, c' est autant la solidarité clanique que la famille restreinte qui sont intervenues dans la formation de l' actuel élite.

Conformément à son idéologie, le solidarisme, l' UDPS s' engage à élever cette

pratique au niveau national. C' est ainsi qu' elle déclare devoir militer pour la création d' un fond de bourse d' études alimenté par des contributions de l' État fédéral, des États fédérés, des entreprises établies sur le territoire national ainsi que par le remboursement total ou partiel, de tous ceux qui ont fait des études supérieures aux frais de l' État.

XIX. LES MASSES LABORIEUSES

Le travail est source de bonheur pour tous. L' avenir du pays dépend de l' ardeur au travail et de la qualité de celui-ci. La tendance générale enregistrée au cours de ces dernières décades, accuse une nette regression et un relachement inquiétant de l' effort productif. La nation est en peril. Parmi les causes de cette regression de la productivité, citons le relachement de la discipline, la baisse du niveau de l' enseignement due notamment à des interventions intempestives du pouvoir dans le fonctionnement des établissements d' enseignement, à la corruption, à l' engagement des personnes sans qualification pour des raisons d' ordre politique ou tribal, à l' absence d' une politique salariale susceptible de stimuler l' enthousiasme au travail, à la fuite des cerveaux...

L' UDPS se propose de lutter pour la valorisation du travail en mettant chaque personne à sa place, en instaurant une politique salariale susceptible de favoriser le progrès social et en développant l' enseignement professionnel et la formation sur le tas. Elle s' engage à revaloriser le travail manuel. Le travail agricole sera organisé de manière que l' agriculture puisse prendre sa place dans le développement national. Sa modernisation et l' organisation des cooperatives d' achat et de vente le rendront plus productif et permettront le relevement du niveau de vie des populations rurales.

L' UDPS propose l' instauration d' un plan permettant la création d' emplois, notamment la promotion des petites et moyennes entreprises et l' accroissement des investissements publics, surtout dans les régions.

L' UDPS envisage un traitement de faveur pour ceux de nos cadres moyens, techniques et specialistes qui s' installent à l' intérieur du pays. L' État a l' obligation de donner tous les moyens à ces agents de développement qui méritent tous les égards de la nation. Cette politique aura pour conséquence logique le desengorgement des centres urbains et l' arret de l' exode rural.

L' UDPS constate d' autre part que certaines catégories de citoyens sont regroupés dans des organisations en vue de contribuer au développement du pays. Celles-ci ne sont ni sollicitées ni encouragées. C' est notamment le cas des associations professionnelles ou philanthropiques dont on ne peut mettre en doute ni la compétence, ni le dévouement ou l' integrité morale. Tout en respectant leur organisation interne et leur autonomie, l' UDPS entend faire appel à leur patriotisme et à leur dynamisme en vue de prendre part activement dans le combat pour le développement socio-économique et culturel du pays. Cette

participation est davantage souhaitée dans les milieux ruraux.

XX. LA PROMOTION CULTURELLE

La culture est la spécificité de la société humaine. Elle imprègne et oriente tous les comportements de l'homme. Au contact de l'occident, la société traditionnelle s'est acculturée. Nous n'avons plus de penseurs, nos maîtres à penser se trouvant en occident. Nous appliquons à nos problèmes des solutions qu'ils préconisent pour leurs propres problèmes. Nous en connaissons le résultat: un fiasco...

L'UDPS entend favoriser la renaissance culturelle dans notre pays pour redonner l'équilibre à la société et lui permettre d'allier la tradition à la modernité. L'UDPS préconise donc une mobilisation consciente de nos valeurs culturelles. Cette mobilisation se fera notamment par la création d'un fond destiné à encourager les jeunes artistes et l'organisation des coopératives chargées du développement de la production et de l'écoulement des produits artistiques.

L'UDPS met également à son programme la création d'un organisme public chargé de fournir l'équipement et l'assistance financière à nos artistes. La télévision nationale devra jouer un rôle important dans la diffusion et la promotion de la culture de notre pays. Nos ambassades et agences de tourisme à l'étranger seront chargées de faire connaître nos valeurs culturelles dans le monde.

XXI. LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

La recherche scientifique étant la base des découvertes et de progrès technologiques, l'UDPS mettra tout en oeuvre pour qu'un budget important y soit affecté et pour que les recherches aient un statut leur permettant d'assumer leurs responsabilités. L'UDPS propose d'élaborer une politique de la recherche scientifique incluant les instituts de recherche et la recherche universitaire pour mettre fin à la dispersion de l'effort dans ce domaine.

TITRE VI: LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

L'UDPS proclame sa fidélité à la charte des Nations Unies et de l'O.U.A. et à la déclaration universelle de droit de l'homme.

XXII. NEUTRALISME POLITIQUE ET LE BON VOISINAGE

L'UDPS prône le neutralisme positif. Elle entend favoriser pacifiquement l'instauration des institutions démocratiques en Afrique et dans le monde. L'UDPS est partisane de la politique du bon voisinage. À ce titre, elle entend encourager

et développer les relations de coopération et d'amitié avec tous les pays voisins. Elle condamne l'immixtion dans les affaires intérieures des autres États. Comme la plupart des États d'Afrique connaissent des régimes dictatoriaux, l'UDPS mettra tout en œuvre pour que le Congo soit une terre d'accueil pour toutes les personnes poursuivies pour des délits d'opinion dans leur pays. L'UDPS appuie tous les efforts des organisations nationales et internationales de protection et de défense des Droits de l'Homme parmi lesquels Amnesty International et la fédération internationale des Droits de l'Homme.

XXIII. LES RELATIONS NORD-SUD ET SUD-NORD

L'UDPS est consciente de la nécessité d'un dialogue Nord-Sud en vue de la recherche d'un nouvel équilibre mondial tant au point de vue politique qu'économique. L'UDPS veut favoriser les échanges entre pays et régions de l'hémisphère sud dans les domaines culturels, politiques, sociaux et économiques. Elle s'engage à soutenir les organisations qui œuvrent dans ces domaines.

1. La coopération bilatérale

Pour l'UDPS, les principes qui doivent guider la coopération de notre pays avec des pays étrangers sont ceux du respect mutuel des souverainetés, de complémentarité et de réciprocité. De ce fait, la coopération aura pour but de réaliser des priorités ou objectifs librement définis par les partenaires et au sujet desquels un accord global aura été conclu. Ces priorités seront constituées par des projets agricoles ou industriels, réclamant une assistance limitée dans le temps de manière à ne pas hypothéquer la postérité. L'UDPS est favorable au développement des joint-ventures au niveau des petites et moyennes entreprises dans la mesure où celles-ci contribuent à la vulgarisation des techniques et à un apport de technologie et permettent à des compatriotes de bénéficier d'une expérience professionnelle. L'UDPS ne peut encourager qu'une coopération bilatérale qui contribue au développement de la vie économique et au relèvement du niveau de vie des populations.

2. Les relations avec la Belgique

L'UDPS constate que les liens historiques unissent notre pays à la Belgique et des intérêts économiques très importants sont en jeu. Il convient donc d'en tenir compte dans le processus de changement qui s'opère au Congo. L'UDPS n'entend nullement remettre en cause les relations entre la Belgique et le Congo-Kinshasa, mais elle se propose de les reorganiser dans l'intérêt bien compris de deux pays. Les coopérants belges chez nous doivent être des personnes ouvertes aux contacts humains et au dialogue, des personnes qui aiment notre pays et respectent nos populations, nos traditions et nos lois. L'UDPS s'engage à promouvoir le même esprit chez les Congolais à l'égard des Belges. Ce n'est que par ce contact de culture que les relations entre les deux peuples reposeront

sur des bases solides.

3. Les organisations non-gouvernementales (ONG)

L' UDPS apportera le soutien le plus total aux organisations non-gouvernementales qui font preuve de solidarité en accordant une aide sans conditions humiliantes aux organisations qui luttent contre les dictatures et l' exploitation des masses laborieuses. Elle s' engage à leur faciliter au maximum la tâche et propose que notre pays, de par sa position géographique, deviennent un grand centre de coordination des activités des ONG pour l' Afrique.

XXIV. L' ORGANISATION DE L' UNITÉ AFRICAINE (OUA)

L' UDPS constate que l' Organisation de l' Unité Africaine (OUA) risque de décevoir les espoirs qui étaient placés en elle. L' OUA a tendance à devenir progressivement un syndicat des Chefs d' État préoccupés par la pérennité de leur pouvoir et non une force morale, politique et économique pour défendre les intérêts de l' Afrique indépendante. L' UDPS soutiendra toute démarche tendant à empêcher que l' OUA ne devienne le champ de bataille des superpuissances par Africains interposés.

XXV. LE NON-ALIGNEMENT

Pour l' UDPS, le Congo-Kinshasa doit réaffirmer sans ambiguïté son attachement à la politique du non-alignement. Il sera tiers-mondiste et votera, dans les instances internationales, toutes résolutions appuyant l' auto-détermination des peuples, contre l' Apartheid, les ingérences étrangères et la course aux armements.

---- FIN DU TEXTE

**La rédaction remercie Mr. Louis Mundadi T., Secrétaire de la JUDPS
Toronto, pour la saisie du présent texte.**
